

N° 4988<sup>8</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

**PROJET DE LOI**

**portant modification de la loi du 23 décembre 1998 autorisant le  
Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations  
fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des  
centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques  
et foyers de jour psychogériatriques**

\* \* \*

**AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT**

(18.7.2003)

Par dépêche du 27 juin 2003, le président de la Chambre des députés a saisi le Conseil d'Etat d'une série d'amendements que la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse souhaite apporter au projet de loi portant modification de la loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques.

Les amendements en question s'identifient largement au texte coordonné suggéré par le Conseil d'Etat dans son avis du 4 avril 2003 et destiné à remplacer par une nouvelle loi les modifications que les auteurs du projet gouvernemental avaient proposé d'apporter à la loi du 23 décembre 1998.

Quant aux dispositions sur lesquelles les amendements adoptés par la commission parlementaire s'écartent du texte proposé dans son avis du 4 avril 2003, le Conseil d'Etat entend prendre position comme suit.

La terminologie proposée par la commission permet de mieux circonscrire le champ d'application de la loi en projet et rencontre dès lors l'approbation du Conseil d'Etat. En effet, d'abord l'adaptation rédactionnelle de l'intitulé conduit à rapprocher l'énumération y reprise des différents types d'établissements et services de la distinction retenue dès 1998 par le législateur entre les centres d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins, d'un côté, et les centres de gériatrie, de l'autre. Ensuite, elle évite également l'opacité linguistique critiquée par le Conseil d'Etat dans son avis précité. Enfin, cette adaptation rédactionnelle permet de résoudre les problèmes évoqués dans le même avis en relation avec l'égalité de traitement qui n'était pas garantie en présence du libellé que les auteurs du projet gouvernemental entendaient donner à l'article 2.

Quant à la notion nouvellement introduite par la commission parlementaire des „établissements médico-sociaux assurant un accueil de jour comme de nuit“, le Conseil d'Etat suppose que celle-ci n'inclut pas les centres de gériatrie „qui n'admettent que des personnes ayant déjà atteint un degré de dépendance élevé au moment de leur admission“ (cf. rapport de la commission de la Famille et de la Solidarité sociale du 10 décembre 1998 relatif au projet de loi 4305A – *doc. parl. 4305A<sup>2</sup>/4305B<sup>2</sup>*).

Le Conseil d'Etat approuve l'ajout au paragraphe 2 de l'article 17 (d'après la nouvelle numérotation du texte proposé en annexe de l'avis du Conseil d'Etat du 4 avril 2003) de la phrase proposée par la commission, cette phrase ayant effectivement figuré dans la loi initiale du 23 décembre 1998 précitée.

Une autre différence entre les amendements de la commission et le texte coordonné proposé en annexe de l'avis du Conseil d'Etat du 4 avril 2003 concerne l'article 20 (d'après la nouvelle numérotation). Contrairement au Conseil d'Etat, la commission propose de maintenir, dans l'énumération des lois censées s'appliquer en sus des dispositions mêmes de la loi en projet, la référence à l'article 34 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti. Cet article rend

applicable en matière de revenu minimum garanti les articles 22 à 29 de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ainsi que l'article 292bis du code des assurances sociales. Comme le renvoi à la loi modifiée du 30 juillet 1960 fait double emploi avec la référence prévue au premier tiret de l'article sous examen, et que le troisième tiret comporte une référence au code des assurances sociales, le Conseil d'Etat propose d'abandonner la référence à l'article 34 de la loi modifiée du 29 avril 1999 et d'ajouter au troisième tiret l'article 292bis du code des assurances sociales en sus de l'article 291 déjà mentionné.

Le texte de l'article 20 (nouvelle numérotation selon le Conseil d'Etat et la Commission parlementaire) se lirait donc comme suit:

„**Art. 20.** Sont applicables en outre pour l'exécution de la présente loi, sauf adaptation de la terminologie et pour autant que de besoin:

- les articles 16 à 20, 22 à 30, 35 et 36 de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité;
- les articles 26 à 29 et 31 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;
- ainsi que les articles 291 et 292bis du code des assurances sociales.“

Enfin, à l'article 21 (d'après la nouvelle numérotation), la commission propose d'introduire la possibilité pour les montants prévus par les articles 5 (montant minimum mensuel de référence) et 12 (plafond mensuel des ressources personnelles auxquelles peuvent prétendre les personnes dont le conjoint a été admis dans un centre pour personnes âgées) d'être adaptés par le biais de la loi budgétaire.

Par ailleurs, seuls les deux montants précités ainsi que celui prévu par l'article 15 (part immunisée de 2.500 € par rapport aux demandes en restitution du Fonds national de solidarité susceptibles d'être exercées sur l'actif d'une succession) pourraient – selon les vues de la commission – évoluer avec la progression indiciaire, tandis que cette adaptation automatique ne vaudrait pas pour le montant de 2.500 €, retenu à l'article 7 comme constituant le seuil de prise en considération des ressources personnelles appliqué par le Fonds en vue de son intervention. Or, la commission omet de commenter cette modification.

Si le Conseil d'Etat peut souscrire à l'ajout de la possibilité pour la loi budgétaire de modifier les montants des articles 5 et 12 au-delà de ce qu'autoriserait l'adaptation indiciaire, il ne voit pas l'intérêt d'écarter de l'adaptation indiciaire le montant fixé à l'article 7. Il propose donc de maintenir la version qu'il avait proposée le 4 avril 2003 pour l'alinéa 1 de l'article 21, et il marque son accord avec l'ajout du deuxième alinéa proposé par la commission.

Au bénéfice des observations qui précèdent et qui concernent les articles 20 et 21 ainsi que, le cas échéant, l'article 2 du texte coordonné joint aux amendements proposés par la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec les amendements proposés.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 juillet 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MOES